

GRÂCE À EUX



MIMMO LUCANO  
AVEC MARCO RIZZO



# GRÂCE À EUX

Comment les migrants  
ont sauvé mon village

Traduit de l'italien par Jérémie Lefebvre

BUCHET • CHASTEL

Cet ouvrage a été publié avec le soutien du fonds Riace France



Titre original :  
Il fuorilegge

Première édition  
© Giangiacomo Feltrinelli Editore, Milan, 2020  
© 2020, Mimmo Lucano

Et pour la traduction française  
© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2021

ISBN 978-2-283-03540-5

## TOUT SIMPLEMENT

Dans le débat public, les mêmes questions reviennent sans cesse quand on parle du flux et de l'accueil des migrants : va-t-on se retrouver en minorité chez nous ? Comment savoir si certains d'entre eux ne sont pas des criminels ? Ces inquiétudes sont perpétuellement mises en avant, au détriment du vrai problème : à moins de renoncer à elle-même, la politique ne peut pas se réduire à une sélection entre ceux qu'on peut laisser entrer et ceux qu'on doit laisser dehors. J'ai compris cela, au fil de mon expérience : si la politique se résume au simple exercice du pouvoir, elle abandonne toute idée d'émancipation collective et trahit notre aspiration à la liberté.

La pandémie a précipité le monde entier dans une crise sanitaire et économique sans précédent. Confinés dans nos maisons, nous nous sommes retrouvés enfermés à l'intérieur de frontières étroites, et cette situation s'est révélée moins rassurante que ce que nous aurions pu imaginer : privé de communauté, l'être humain devient étranger à lui-même.

Ce contexte sanitaire dramatique laisse peu de place aux considérations générales. Pour autant, nous ne devons pas oublier l'histoire récente. Des années de propagande ont banalisé la rhétorique de l'égoïsme : amplifiée par la montée des populismes, celle-ci a sournoisement investi nos esprits, jusqu'à trouver sa réalisation complète dans un État aux frontières fermées ; un vaste ghetto qui endort nos consciences, où le mot « migrant » est instrumentalisé, où le racisme peut se répandre sans provoquer d'indignation. Mais aujourd'hui, à l'heure où nos vies mêmes sont menacées par une pandémie, ce discours révèle sa bassesse, et les contradictions qu'il a produites se manifestent de façon dramatique. La course effrénée au profit et la surconsommation menacent notre planète. L'éducation et la santé sont devenues des objets de spéculation. On ne compte plus les emplois précaires, les métropoles peuplées de sans-abri, les travailleurs saisonniers relégués dans des bidonvilles. Quand l'épidémie a touché les usines d'Italie du Nord, on a vu des ouvriers payer de leur vie leur exposition en première ligne. Dans ce contexte où l'argent est plus important que la vie, toutes les certitudes sont remises en question : personne ne sait plus ce que représente réellement une frontière, ni de quel côté on est à l'abri.

Comment en sommes-nous arrivés à un point où la sécurité prime sur l'individu ? L'impératif « toujours et pour tous » est-il aujourd'hui complètement utopique ? À ces questions, je ne peux apporter qu'une seule réponse, qui m'apparaît comme une évidence

chaque fois que je m'assois pour contempler la mer : quiconque vient frapper à nos portes, qu'il soit réfugié, pauvre ou voyageur, représente pour ce monde le seul salut possible, le seul véritable espoir contre la violence de l'histoire.

Bien avant de devenir maire de Riace, des années avant que la « crise migratoire » ne soit au cœur de l'actualité, j'avais déjà commencé à militer pour la renaissance de ma région. Bien sûr, mon parcours est jalonné d'erreurs, mais je n'aurais pas pu agir autrement. Je n'ai jamais supporté les discriminations ni les privilèges, et j'ai toujours été incapable de concevoir l'exclusion.

C'est une frontière heureuse qui a délimité mon enfance : la colline argileuse autour des petites maisons du bourg, au milieu des oliviers, des étendues herbeuses, des parfums du jasmin et des poiriers, de la couleur chaude des genêts et des figuiers de Barbarie. Penser mes racines, c'est revoir ce magnifique paysage perpétuellement estival, et la beauté de son humanité : les bergers, les tisseuses, le temps long du travail manuel qui ressemblait à une paisible méditation. Et les jours de fête, je découvrais le sens du mot « liberté » en regardant danser les Tziganes dans nos ruelles : lors des processions, même si chaque peuple entretenait un lien profond avec ses propres racines, tout le monde était bienvenu, quelle que soit son origine. Ma mère m'a toujours encouragé à ne pas être méfiant mais curieux de l'autre, et généreux, parce que nous étions tous dans le besoin. Ce Sud si pauvre, si abandonné, je le garde en mémoire comme une merveilleuse richesse. C'est

cet attachement fidèle qui m'a conduit, plus tard, à accueillir d'autres voyageurs, ces « étrangers » qui, dans notre culture, ont pour fonction d'entretenir la valeur de l'hospitalité. L'histoire, comme une vague, les a amenés sur nos côtes, à l'endroit précis où j'avais moi-même dit au revoir à mon enfance et à mes amis, où j'avais connu la tristesse de la séparation. Ce rivage-là, lieu de passages ininterrompus, contenait le monde entier.

Quand j'étais petit, mes tantes nous écrivaient d'Argentine : je vois encore les enveloppes colorées du courrier international, emblématiques de ces années d'exode et de frontières traversées, de villages inconnus, d'identités à reconstruire et de messages qui franchissaient l'océan. C'était aussi le Sud, mais d'un autre continent. Plus tard, je suis parti à mon tour : j'ai découvert à Turin la réalité urbaine et ouvrière, et même si j'ai continué de parler ma langue et de fréquenter mes compatriotes émigrés dans le Nord, je m'y suis souvent senti perdu, plongé dans un désarroi qui ressemblait à une perte de sens.

L'histoire de l'Italie est une histoire de migrations. À l'échelle intérieure, nos gouvernements n'ont jamais été suffisamment attentifs aux populations rurales et périurbaines : en les laissant s'appauvrir, ils ont encouragé le mouvement – qu'ils auraient pourtant voulu contenir – de la périphérie vers le centre, du Sud vers le Nord. San Ferdinando<sup>1</sup> en est un triste exemple.

---

1. À San Ferdinando, en Calabre, un bidonville abritant jusqu'à 2 500 saisonniers d'origine subsaharienne a été plusieurs fois évacué, détruit et reconstruit ces dix dernières années (*NdT*).



Encore aujourd'hui, en Calabre, partir représente souvent la seule issue pour les jeunes. Mais quelle économie peut-on imaginer, dans une région qui se vide de ses habitants ? Si Riace a pu incarner une forme d'avant-garde, c'est parce que notre village a saisi, dans les contradictions mêmes de cette situation, l'instrument de sa renaissance. Nous n'avons ni « géré des flux » (pour employer un terme inacceptable), ni planifié de modèles de développement (nous n'en avons pas les moyens), ni même résolu nos propres problèmes. Nous n'avons fait que défendre un idéal aux côtés des nouveaux citoyens venus de l'étranger, parce que c'est un défi qui nous concerne tous, et qu'il ne peut en être autrement.

La globalisation des migrations est un phénomène que rien n'arrêtera, et l'épidémie actuelle des politiques de camps d'internement, de reconduites à la frontière, de stricte application des règles n'a aucune chance d'aboutir à un résultat positif. Mais par un hasard improbable, par un caprice du vent, quelques réfugiés sont arrivés un jour dans un village contaminé, lui, par le virus de l'humanité : un endroit où il était possible de considérer que nous étions tous, tout simplement, des êtres humains.

C'est ce qui a marqué les esprits.

C'est l'héritage que nous laissons pour l'avenir.



# 1

## BECKY

Becky Moses venait du Nigeria. Elle avait quitté son village pour échapper à un mariage forcé. En voulant rejoindre l'Italie, elle était tombée dans les griffes d'un groupe de trafiquants qui l'avaient fait traverser l'Afrique jusqu'en Libye ; de là, elle s'était retrouvée sur un canot en pleine mer, avec une somme énorme à rembourser.

Le 28 décembre 2015, elle a vu la côte de la Calabre.

Becky aurait pu partager le destin de beaucoup d'autres femmes, qui étaient obligées de se prostituer ou de travailler pour les mafias afin de payer une dette exorbitante. Mais après son débarquement et son identification, les péripéties administratives l'ont finalement conduite jusqu'à notre village. Elle a été accueillie au Centre d'accueil spécial (Cas), selon le programme établi par toutes les préfectures d'Italie pour faire face à la vague migratoire, en complément du Sprar (Système de protection pour les demandeurs d'asile et les réfugiés).

À Riace, les Cas – qui fonctionnent grâce à des contrats passés avec la commune et la préfecture – n'étaient

pas de grands hôtels abandonnés et exploités par les spéculateurs, ni des bâtiments-casernes aux dortoirs aseptisés. C'étaient des maisons disséminées au cœur du centre historique, avec de petits appartements remis en état au fil des ans et transformés en logis accueillants.

L'année 2015 avait été difficile parce que la préfecture, d'un côté, nous demandait d'installer toujours plus de monde dans le peu de logements disponibles, tandis que le ministère de l'Intérieur, de l'autre, refusait d'augmenter le budget indispensable aux salaires des travailleurs sociaux, ainsi qu'au maintien des standards d'hébergement. Malgré cela, nous nous efforcions d'imaginer et de construire des parcours d'intégration.

Peu de temps après son arrivée, Becky a commencé, comme tant d'autres, à s'ouvrir à un monde qui lui était complètement nouveau, à se familiariser avec la langue italienne et à apprendre un métier. Elle s'est révélée enjouée, tournée vers l'avenir. Malheureusement, ses projets se sont par la suite heurtés aux effets du décret Minniti-Orlando<sup>1</sup> et à un rejet de sa demande d'asile qui, si les événements ne s'étaient pas précipités, l'aurait condamnée au rapatriement.

Le 22 décembre 2017, Becky est venue à la mairie pour faire renouveler sa carte d'identité, qu'elle avait perdue au cours d'un voyage en car. Elle était très inquiète : le bruit courait dans le « Village global » – la

---

1. Promulgué en 2017, le décret Minniti-Orlando limite la possibilité d'introduire un recours contre le rejet des demandes du statut de réfugié.

partie du centre de Riace où se trouvent nos maisons d'accueil – que le projet Cas était sur le point de prendre fin, auquel cas, son permis de séjour arrivant à expiration, elle risquait gros sans carte d'identité. Ce document constituait que non seulement elle n'était ni une criminelle ni une clandestine, mais surtout qu'elle était un être humain et non un fantôme.

Elle me répétait qu'elle avait perdu sa carte d'identité, que c'était par étourderie et qu'il fallait que je la croie. Je lui ai demandé si elle avait les photos nécessaires. Le responsable de l'état civil avait pris sa retraite quelques mois plus tôt, et dans les petites communes comme Riace, la loi prévoit que le maire supplée le personnel manquant quand il y a carence de personnel ; j'ai donc moi-même préparé la pièce pour Becky Moses et la lui ai signée sans la moindre hésitation. Encore aujourd'hui, je suis fier que ma signature figure sur sa carte d'identité.

Le 3 janvier 2018, la période d'accueil de Becky Moses ayant pris fin, elle a quitté Riace. Quand elle était venue me voir à la mairie, elle m'avait dit qu'elle irait probablement chez des amis à Naples, ou peut-être dans le bidonville de San Ferdinando qui est un véritable vivier pour les mafias et les *caporali*<sup>1</sup>, une honte pour notre pays.

Il fait froid, en janvier, dans la plaine de Gioia Tauro. Les gens s'y entassent par centaines dans des baraquements de fortune, et tentent de se réchauffer avec de vieilles couvertures et des petits feux de camp.

---

1. Recruteurs de main-d'œuvre bon marché liés aux mafias, souvent sans scrupule et maltraitants avec les saisonniers (*NdT*).

Les planches et les bâches en plastique s'y embrasent très facilement. Les amis de Becky avaient sans doute allumé un feu trop près de son abri. Elle y est morte le 26 janvier, un peu avant 2 heures du matin. Deux de ses compagnes, qui se trouvaient dans la même tente, ont été gravement brûlées. Au milieu des restes de l'incendie, qui s'était propagé en détruisant plusieurs tentes voisines, on a retrouvé sa carte d'identité avec une photo sur laquelle on voyait ses grands yeux, ses pommettes hautes, ses cheveux longs et ondulés qui lui encadraient le visage. Et ma signature. Je lui avais remis ce document à peine un mois plus tôt, et je l'avais vue sourire à sa dignité retrouvée.

Le souvenir de Becky est avec nous pour toujours. Elle repose dans le cimetière de Riace, entre les niches de la rangée la plus haute : pour la voir, il faut lever le regard vers le ciel.

Aujourd'hui, une enquête a été diligentée contre moi, contre mon administration et les expériences mises en œuvre à Riace. Si j'ai commis des infractions, j'en assumerai la responsabilité. Mais la mort de Becky, qui en répondra ? Qui en est responsable ? Est-il normal de mourir pour un rejet de demande d'asile ? Est-il normal de finir carbonisée dans l'enfer de San Ferdinando ? Ces questions n'en finissent pas de me hanter.

La misère du même bidonville a fait une autre victime quelques mois plus tard, dans la nuit du 2 au 3 juin. Il s'appelait Soumaila Sacko, et on lui a tiré dessus.

Sa mort est directement liée à celle de Becky : depuis l'incendie de janvier, beaucoup d'habitants du campement voulaient remplacer les bâches par des couvertures ignifugées. Ce jeune Malien, engagé comme syndicaliste pour la défense des travailleurs, avait appris que des plaques de fibrociment prenaient la poussière dans le cabanon d'une briqueterie abandonnée, non loin du bidonville, du côté de San Calogero. Avec deux amis, Madiheri Dramé et Madoufoune Fofana, il s'est introduit dans l'ancienne briqueterie.

D'après l'un de ses deux amis, une Panda blanche s'est soudain arrêtée à quelques dizaines de mètres. Un « homme blanc » est sorti du véhicule, armé d'un fusil, et leur a tiré dessus, touchant d'abord Soumaila à la tête, puis Madiheri à la jambe, avant de s'enfuir. Madoufoune a aussitôt donné l'alarme, mais l'hospitalisation a été inutile : Soumaila est mort, assassiné par l'homme blanc.

Au moment où ce livre est publié, le procès est encore en cours devant la cour d'assises de Catanzaro : un quadragénaire de San Calogero, parent de l'un des ex-associés de la briqueterie, et proche, selon la presse locale, du clan mafieux des Mancuso, est accusé d'homicide volontaire, détention et port illégal d'armes à feu et de munitions. Il aurait tiré sur ces garçons parce qu'il était convaincu d'être « le propriétaire » de ce terrain vague – au point d'y occuper avec plusieurs de ses proches, et sans aucun titre, une maisonnette.

Ces deux drames sont évidemment liés à la dégradation du système d'accueil des réfugiés. Aujourd'hui, on a tendance à oublier que c'est sous le gouvernement

Gentiloni<sup>1</sup> que les premiers coups ont été portés, et qu'a débuté l'acharnement médiatico-politique contre les ONG. Promulgué en avril 2017, le décret Minniti-Orlando a mis en œuvre « l'accélération des procédures en matière de protection internationale, ainsi que des mesures pour contrer l'immigration illégale ». Sous couvert de réduire les délais de réponse aux demandes d'asile, il s'agissait en réalité d'une répétition générale des « décrets sécurité » de Salvini : en cas de refus du statut de réfugié, le nombre d'instances de recours est passé de trois à deux ; de plus, la première instance – ce qu'on appelle aujourd'hui « procédure d'instruction sommaire » – a été remplacée par une procédure sans audience, durant laquelle le juge visionne un enregistrement vidéo de l'entretien du demandeur d'asile avec la commission territoriale. Il n'y a aucune possibilité de contre-interrogatoire, et le juge n'est pas autorisé à poser des questions au requérant. Tout est déshumanisé et froidement bureaucratique.

À l'époque de la promulgation du décret Minniti-Orlando, les réfugiés étaient très nombreux à Riace. Beaucoup de jeunes Nigériens, notamment, avaient déjà reçu deux refus et n'avaient donc pas de troisième opportunité. Ils voulaient à tout prix éviter de retourner dans leur pays d'origine. Ils l'avaient fui pour des raisons diverses, mais avaient la même aspiration, que nous partageons tous : celle d'une existence humainement digne. Certains s'étaient endettés à vie

---

1. Le gouvernement de centre gauche, formé par Paolo Gentiloni, a été au pouvoir de décembre 2016 à juin 2018 (*NdT*).



avec des bienfaiteurs, ou prétendus tels, membres de leur famille ou trafiquants : il leur fallait rapidement un statut qui leur permette de travailler légalement pour pouvoir rembourser leur dette. D'autres, il est vrai, espéraient se marier pour obtenir un permis de séjour. Une certaine presse a raconté que j'avais monté à Riace une véritable agence matrimoniale, mais c'est faux : je n'ai célébré qu'un seul mariage. Et si je l'ai fait, c'est parce que j'ai vu la terreur dans les yeux d'un homme à l'idée qu'on puisse le renvoyer dans son pays.

Le 19 décembre 2019, j'ai reçu un nouvel avis d'enquête judiciaire. Cette fois, le parquet de Reggio de Calabre m'accusait d'avoir délivré une carte d'identité à deux personnes qui n'y avaient pas droit. Il s'agissait d'une mère érythréenne et de son enfant, tous deux pris en charge par le Cas de Riace en avril 2016. À leur arrivée, le petit n'avait que sept jours. Ils ont été rapidement intégrés dans l'un de nos projets d'accueil, et se sont vu attribuer logement et aides sociales. Un titre de résidence leur a été délivré le 8 août, étant donné qu'ils étaient intégrés au registre d'état civil en tant qu'habitants de Riace. Les faits qui me sont reprochés par le parquet remontent à septembre 2016, lorsque j'ai remis deux cartes d'identité à la femme érythréenne et à son enfant d'à peine quatre mois. C'est leur assistante sociale qui était venue à la mairie pour demander ces documents, et j'ai estimé sa requête recevable, d'abord parce qu'ils avaient tous deux suivi la procédure d'insertion, et ensuite parce que le petit avait de graves problèmes de santé. Il était impossible de ne pas lui délivrer cette pièce indispensable

à la mise en place d'un parcours de soins. Sans tenir compte de cela, on m'a accusé du délit de fausse attestation parce que j'avais, en qualité de maire, délivré des cartes d'identité sans permis de séjour à cette mère et à son bébé.

Ce type d'ambiguïté juridique est en profonde contradiction avec les principes constitutionnels, et avec les droits de l'homme.

En octobre 2018, pour rendre encore plus difficiles de tels gestes d'humanité, le « décret sécurité » voulu par le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, a tenté de supprimer la possibilité d'inscrire les demandeurs d'asile à l'état civil, bien que cela soit parfois indispensable. Le maire de Palerme, Leoluca Orlando, s'est alors opposé avec force à ce décret ignoble, au point de continuer d'inscrire de sa propre main les demandeurs d'asile dans les fichiers de sa ville, leur permettant ainsi d'accéder à certains services indispensables pour garantir leur dignité.

Par ailleurs, et au-delà de tout débat idéologique, l'article 32 de la Constitution italienne déclare le droit à la santé primaire, absolu et inviolable. Dans mon cas, la délivrance d'une carte d'identité était liée à des exigences sanitaires, et le respect de la vie devait primer. Un bébé de quatre mois risquait de mourir : toute autre considération était secondaire, voire dérisoire.

Il y a beaucoup d'analogies entre la situation tragique de Becky Moses et celle de cette mère avec son enfant : la nécessité de la fuite, le voyage terrible à travers le désert, les tortures auxquelles seule une femme s'expose au cours de ce genre de péripéties... et il y a

ma signature sur leurs cartes d'identité. Becky Moses, elle aussi, était inscrite au fichier d'état civil de Riace, et n'avait pas non plus de permis de séjour ; elle avait seulement un certificat de résidence. Or, personne ne me reproche de lui avoir délivré une carte d'identité. Pourquoi ? Parce que Becky est morte. Et parce que la préfecture de Reggio de Calabre, en tant que garant de la sécurité sur le territoire, porte une responsabilité dans le fait qu'une zone de non-droit telle que le bidonville de San Ferdinando ait pu se développer au cœur de la plaine de Gioia Tauro. Michele di Bari y avait pris ses fonctions de préfet le 1<sup>er</sup> septembre 2016. Deux ans plus tard, le ministre Salvini l'a nommé chef du département des libertés civiles et de l'immigration au ministère de l'Intérieur. Monsieur di Bari n'est donc pas étranger au lancement des poursuites judiciaires contre moi, et au discrédit jeté sur le modèle Riace.

Je n'arrive pas à accepter la mort de Becky Moses, deux fois déboutée, dont j'ai signé la carte d'identité pour qu'elle ait au moins un nom parmi tous ces anonymes, dans ce bidonville inhumain toléré par notre État. Quand je pense qu'elle n'est même pas mentionnée dans la procédure à mon encontre, j'ai l'impression qu'on cherche à l'enterrer une deuxième fois, et je me demande vraiment quel monde nous sommes en train de construire.

L'aile gauche du gouvernement ne s'est jamais exprimée clairement sur les décrets sécurité. Mais par ce silence, elle a perdu toute légitimité. Vidée de ses idéaux, comment pourrait-elle encore parler au nom des nouveaux prolétaires, des rejetés, des invisibles ?

## GRÂCE À EUX

Accepter de telles mesures, c'est nous déclarer déjà vaincus. Et si le champ de l'acceptation continue de s'élargir, nous finirons bientôt noyés dans l'intolérance, la solitude et la peur.

## LA FÊTE DES ROMS

Quand j'étais petit, les gens du village appelaient ma mère « l'amie des Roms », ou bien, avec une pointe de mépris à peine voilée, « l'amie des Gitans ». Et ça lui était égal. Elle n'avait que le certificat d'études, mais elle était très intelligente et cultivée. Elle lisait continuellement. Mon père raconte souvent qu'il y a très longtemps, au début de leur mariage, il avait dû parcourir la Calabre en long et en large pour lui trouver un exemplaire des *Dernières lettres de Jacopo Ortis* de Ugo Foscolo.

Ma mère a toujours été d'une grande patience. Avec moi tout particulièrement. Elle aimait raconter qu'autrefois, quand j'avais dix ans, je refusais catégoriquement d'attacher mes lacets avant de sortir. Avec l'aide de mon grand frère Giuseppe, elle s'efforçait de me faire changer d'avis, en m'expliquant que faire ses lacets était quelque chose de tout à fait normal. C'était un scénario auquel tout le monde était habitué, et ma réponse était chaque fois la même : « Je ne veux pas les attacher, parce que tout le monde le fait. » Amusée,

ma mère arrivait à me persuader : avec des chaussures non lacées j'allais trébucher et tomber. Ma mère ne se souciait pas beaucoup du jugement des autres, et je crois que je tiens ça d'elle. Pour elle, accueillir était naturel. Ce n'était pas un acte politique, mais un geste spontané, hérité d'une tradition régionale : le culte des saints Côme et Damien.

Au III<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, Côme (ou Cosme, ou encore Cosimo) et Damien étaient deux médecins originaires de Cilicie, cette bande de terre prise entre la Turquie et la Syrie, au bord de la Méditerranée. Côme et Damien, fils de saint Théodore, étaient frères, peut-être jumeaux, et frères de trois autres saints, Anthime, Léonce et Euprépius (qui, selon d'autres sources, étaient leurs disciples).

Tous deux exerçaient la médecine de façon particulière : ils voyageaient dans le bassin méditerranéen et dispensaient leurs soins à tout le monde, gratuitement et sans distinction de religion ou de couleur de peau. Leur générosité était si grande que lorsque Damien accepta un jour le don de trois œufs par une paysanne qu'il venait de guérir, il en fut mortifié au point de demander qu'après sa mort on enterre ses restes loin de son frère, parce qu'il se jugeait désormais indigne de reposer à côté de lui pour l'éternité. Aujourd'hui, Côme et Damien seraient certainement médecins pour une ONG, et sillonneraient le monde pour sauver des vies, venir en aide aux victimes de l'injustice, des guerres, de la famine ou des épidémies. Leur miracle le plus célèbre, qui fut aussi leur opération chirurgicale la plus improbable, fut la transplantation de la jambe

saine d'un Éthiopien, mort depuis peu, sur un homme dont la jambe était rongée par la gangrène. Cette scène étrange, pour le moins sanglante, est représentée en peinture dans de nombreuses églises italiennes. Dans tout le pays, on vénère ces saints voyageurs et guérisseurs, protecteurs des médecins, des chirurgiens et des pharmaciens, avec la dévotion due à leurs figures exemplaires, et sans doute aussi pour rendre hommage à l'atrocité de leur martyre : après avoir tenté en vain de les tuer par lapidation, puis à coups de lance, on les décapita.

Au cours de leurs pérégrinations, Côme et Damien étaient parvenus à Riace. Ils révélèrent au jeune berger qui gardait ses brebis près de la côte qu'ils étaient venus d'Arabie à la nage. Avant d'atteindre la terre calabraise, ils s'étaient arrêtés sur un rocher, devenu ensuite un lieu de culte parce que l'empreinte du pied de saint Côme, disait-on, y était restée visible. Un petit port a été aménagé à cet endroit, *porticchio* en dialecte, qui donne son nom à la localité.

Dans un autre contexte culturel, Côme et Damien peuvent aussi faire penser à Castor et Pollux, arrivés à Riace par le même endroit. Et c'est encore de ces eaux qu'on a sorti en 1972 les Bronzes, ces deux statues antiques qui ont rendu célèbre le nom de notre petit village de Locride.

Mais depuis que leurs reliques ont été transférées de Rome au sanctuaire de Riace durant la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est aux saints Côme et Damien qu'est réservée la dévotion populaire. Ce sont ces reliques, renfermées dans une châsse en forme de bras, qui sont

portées en procession, chaque deuxième dimanche de mai, depuis l'église principale de l'ancien bourg jusqu'à la plage, puis jusqu'au rocher.

Cette fête de Mai intéresse surtout la communauté locale. En revanche, le 26 septembre, jour où les deux médecins sont fêtés dans le calendrier, on assiste à l'événement que les habitants de Riace, les *Riacesi*, attendent toute l'année avec impatience, dont chacun discute avec enthousiasme dans les maisons et les cafés, qui permet de créer ou de raviver le lien social et qui donne même lieu, parfois, à de petites polémiques villageoises : la fête de Septembre.

Entre le 25 et le 27 septembre, comme le veut la tradition et suivant l'exemple d'accueil donné par Côme et Damien, les habitants de Riace ouvrent leurs portes aux pèlerins. Ces derniers arrivent de toute l'Italie, en particulier des provinces voisines de Vibo Valentia et Catanzaro, où ce culte est resté très vivant.

Depuis les temps anciens où ces trois jours s'accompagnaient d'une grande foire au bétail et à la volaille, la fête de Septembre voit affluer de toute la Calabre des centaines de pèlerins d'ethnies rom et sinté. Il y a quelques décennies encore, beaucoup d'entre eux arrivaient au village dix à douze jours avant, et campaient aux alentours. Ma mère leur ouvrait les portes de notre maison, les hébergeait, parlait avec eux, riait et plaisantait avec les enfants et les femmes tziganes : c'est pour cela qu'on l'appelait « l'amie des Roms ».

Dans le Riace de mon enfance, l'attente des pèlerins qui arrivaient à pied était palpable plusieurs jours avant leur arrivée.



Aujourd'hui, la fête des saints Côme et Damien a évolué.

Le 25, deux processions se forment en parallèle : l'une à l'église principale du village, l'autre au sanctuaire. Dans l'église, les effigies des saints sont descendues de leur niche et portées sur un piédestal au milieu des fidèles ; pendant ce temps, les Roms et les Sintés chantent et dansent au sanctuaire. Le matin du 26, les Tziganes entrent dans le village et les deux processions se mélangent pour former une foule qui accompagne les saints à travers les ruelles, où les enfants à califourchon sur les épaules de leurs pères essaient de toucher les statues, ou au moins de frôler leurs manteaux. Tout au long de ce moment exceptionnel, entre les chants, les litanies, le son des tambourins et des orgues de Barbarie, les manteaux jaunes et rouges des statues et les vêtements traditionnels de Rom aux couleurs bariolées, au milieu des applaudissements, des demandes d'intercession et des ex-voto, tous les peuples sont unis par une même ferveur. Et le lendemain, le 27, la procession fait le parcours inverse, jusqu'au feu d'artifice qui conclut les festivités. Les saints retrouvent alors leur place dans l'église, et les Tziganes disparaissent.

Quand j'étais petit, ils saluaient ma mère avec gratitude et affection avant de partir. Et quand je suis devenu maire, ceux qui leur ouvraient la porte étaient des villageois originaires d'Afrique ou d'Asie. Je ne suis pas croyant, mais j'ai appris, en particulier grâce à ma mère, qu'on peut trouver chez les plus humbles quelque chose de grand, d'immense ; que Dieu peut

se cacher dans le plus pauvre, le plus miséreux des voyageurs.

En septembre 2019, Tonino Trifoli, le maire qui a pris ma place à la tête de la commune, a décidé de faire enlever le panneau qui se trouvait à l'entrée du village pour souhaiter la bienvenue à « Riace – Village de l'accueil », afin de le remplacer par un autre qui présente le village comme celui « des saints médecins et martyrs Côme et Damien ». Ce geste se veut symbolique : il semble opposer l'image des deux saints à la notion d'accueil. C'est pourtant ce qu'ils représentent, très exactement, depuis des millénaires.

Peu de temps après, Trifoli a décidé de se débarasser également de la plaque posée en hommage à Peppino Impastato, dont on se souvient comme d'un symbole de lutte contre le crime organisé, et de rédemption personnelle : originaire de Cinisi, un village dangereux des environs de Palerme, ce jeune militant de gauche fut assassiné après s'être rebellé contre sa famille liée à la mafia.

Lorsque cette deuxième suppression a été signalée, beaucoup de journalistes m'ont demandé ce que j'en pensais. Je n'ai rien dit. À quoi bon ? Ce geste parlait de lui-même...

## LES DEUX ROBERTO

Un soir de 2014, on avait monté un podium au pied de la mairie, sur la place principale de Riace où sont accueillis ceux qui arrivent au village par la mer. Ma campagne pour obtenir un troisième mandat allait s'achever. Il y avait beaucoup d'amis dans le public, quelques journalistes, et aussi des soutiens venus de Rome, Catanzaro, Reggio de Calabre ou Palerme. Je ne savais pas encore que nous allions gagner. Je ne voyais pas encore la vague de soutien que les habitants de Riace avaient mobilisée sur le village. En revanche, dans le public, j'eus la surprise de voir mon fils. Roberto ne venait jamais à mes meetings. Pour certains, le meeting représente aujourd'hui une façon obsolète de faire de la politique ; mais ce n'est pas ce qui expliquait son absence. Mon fils ne partageait tout simplement pas mes idées. Ce jour-là, il n'était pas venu pour me soutenir, mais bel et bien pour me mettre en cause. Roberto a un caractère fort et indépendant. Jamais je n'aurais pu l'inciter à penser comme moi. Je lui ai toujours dit de réfléchir par lui-même,

et comme à tous mes enfants, je lui ai répété : même si on est une famille pleine de désaccords, il faut toujours qu'on se dise les choses. Toujours. Par ailleurs, pour les gens de sa génération – comme pour ceux de la précédente –, Riace est une petite communauté en train de se vider de ses habitants, en particulier de ses jeunes qui ont compris que leur avenir est ailleurs. Mon fils m'a déjà tenu ce discours, très ouvertement.

Ce jour-là, au meeting, il y avait des gendarmes près de moi. En contrebas du petit podium, alors que le soir tombait, Roberto a demandé s'il pouvait poser des questions. L'adjudant se tenait juste en dessous, entre mon fils et moi. Il m'a regardé avec embarras : « Qu'est-ce qu'on doit faire ? C'est censé être un meeting, pas un débat. » Pour moi, ce n'était pas un problème ; j'étais curieux d'entendre mon fils, et j'ai dit à l'adjudant qu'il pouvait le laisser monter.

Roberto m'a tout de suite mis au pied du mur : « La question que je vais te poser n'est pas une question du fils au père, mais du citoyen au maire. » Devant cette introduction assez surprenante, des murmures et quelques rires ont parcouru le public, mais quand j'ai répondu « d'accord », tout le monde s'est tu.

« Sur quels critères sont sélectionnés les travailleurs sociaux du système d'accueil ? »

Une nouvelle vague de murmures s'est propagée.

En 2014, à Riace, sur mille sept cents habitants, une centaine travaillaient dans le secteur de l'accueil, parmi lesquels quatre-vingts Italiens et vingt étrangers ; ces derniers étaient, pour la plupart, engagés comme médiateurs linguistico-culturels. Une centaine

de personnes, *Riacesi* ou non, animaient ce qui était devenu l'activité la plus importante de notre village : c'était un secteur unique et vital en Locride où l'agriculture a pratiquement disparu et où l'élevage se meurt. Quant aux usines, il n'y en a jamais eu. Pour beaucoup, le seul salut est dans l'émigration. De notre côté, nous avons décidé de nous concentrer sur tout ce qu'on appelle « secteur tertiaire » : le service à la personne et la défense des droits humains. J'ai dit à Roberto : « Ce n'est pas la municipalité qui sélectionne les intervenants, ce sont les associations auxquelles on a confié la gestion des services. »

Et il a répondu : « C'est de la langue de bois, en réalité ces services dépendent de la commune. »

Je ne voulais pas nous donner en spectacle. Je ne voulais pas que les gens ricanent en assistant à cette confrontation entre deux générations. J'ai essayé de lui fournir des explications devant l'assemblée, j'ai dit qu'en tant que maire, je devais intervenir sur le territoire, qu'il était de ma responsabilité de favoriser les opportunités de travail pour les jeunes et d'éviter que le village disparaisse, que ses places se vident, que ses commerces soient définitivement fermés.

La réponse laconique de mon fils m'a laissé sans voix : « Moi, je sais que mon avenir est ailleurs. J'invite tout le monde à voter blanc. » Quand il est redescendu dans la foule, il y a eu quelques applaudissements de la part de ses amis présents sur la place. C'est comme ça qu'est né le mouvement « Bulletin blanc pour Riace ». J'avais défendu à la tribune la nécessité de poursuivre notre expérience d'accueil, de garder le cap, et lui, il

invitait toute la communauté à voter blanc en signe de protestation.

Ce soir-là, je suis rentré chez moi bouleversé. Je revoyais les images de la place, je retournais dans ma tête ces paroles de mon fils qui transpiraient la colère et la solitude. Notre famille semblait vouée à la division : à y regarder de près, ce moment pénible refermait un cercle. Il y a plus de vingt ans, un autre Roberto Lucano m'a affirmé qu'il ne voterait pas pour moi : il s'agissait de mon père. C'était en 1995. Je m'étais présenté à l'élection au conseil municipal sur une liste sans étiquette. Avec quelques amis de longue date, nous voulions restaurer le village en portant les valeurs et les traditions d'une Calabre qui ne se reconnaissait ni dans les mafias, ni dans la féodalité. Mais lorsque j'ai annoncé ma candidature à mon père Roberto, enseignant et chrétien-démocrate convaincu avec lequel j'avais toujours été en conflit, il a répliqué : « Et il faudrait que je vote pour un type comme toi ? »

J'ai d'abord cru qu'il plaisantait, ou que son exagération était purement rhétorique. Mais un jour, peu après les élections, j'ai surpris par hasard une conversation entre lui et ma mère. Elle lui reprochait : « Mais comment as-tu pu ? Comment as-tu pu voir le nom de notre fils sur les listes de candidats et ne pas voter pour lui ? » Il s'est justifié à sa façon : « Mais enfin, j'aurais gaspillé mon vote... Ces jeunes débloquent complètement... Ils refusent de voir le monde tel qu'il est... »

En entendant ces paroles de mon père, je n'ai pas pu m'empêcher de lui balancer ma colère et ma déception à la figure. Cette première aventure électorale, du

## GRÂCE À EUX

reste, s'est soldée par un échec : notre liste n'a obtenu qu'une poignée de voix, et moi seulement deux.

Il s'est passé tant de choses entre 1995 et 2014. En vingt ans se sont succédé deux Roberto Lucano, mon père et mon fils, aux sensibilités et aux idées différentes des miennes. Vingt ans pendant lesquels j'ai lutté aux côtés de réalisateurs, scientifiques, sociologues, prêtres, politiciens, mais aussi travailleurs saisonniers, bergers, syndicalistes, personnes âgées isolées, femmes arrachées à la prostitution et enfants sauvés des bateaux. J'ai voulu construire avec eux une « utopie de la normalité », dans le sillage de tous les penseurs, philosophes et maîtres, connus ou non, qui ont – parfois tout à fait involontairement – marqué ma vie... et qui la marquent encore aujourd'hui.





## LE FOOT

Quand j'étais adolescent, entre la fin du collège et le lycée, toutes les occasions étaient bonnes pour taper dans un ballon. Chaque jour, après l'école, je retrouvais mes copains dans la rue, et nous jouions à ce qui ressemblait plus ou moins à du foot. Pour pratiquer ce sport plus sérieusement, je me suis inscrit très jeune dans l'équipe des Cercles d'Unité prolétarienne de Riace.

En tant que seul et unique « fils de bourgeois », je dois avouer que je ne m'y sentais pas forcément à ma place : mon père était maître d'école, chrétien-démocrate, et chez moi nous avions la chance de manger à notre faim ; nous étions la famille petite-bourgeoise type du début des années 1970. Les autres membres du Cercle étaient fils d'ouvriers, d'ouvriers agricoles surtout. C'étaient des garçons pour qui les idéaux de la gauche libertaire représentaient une possibilité concrète de sortir de la misère.

C'était donc au Cercle Pier Paolo Pasolini (un de ses nombreux noms successifs) que nous passions nos

après-midi, et qu'en été les débats et les réflexions laissaient place aux matchs. Notre équipe de foot s'appelait « Étoile rouge », nous avions même une médaille colorée ; et l'une des équipes adverses les plus coriaces s'appelait « Armée rouge ». Jouer au foot était, en fin de compte, secondaire : le débat politique passait en premier. Comme nous discutons souvent d'inégalités et de justice sociale, j'étais perpétuellement renvoyé à ma condition de privilégié. En revanche, je m'intégrais parfaitement sur le terrain. J'avais des facilités ; certains disaient que j'aurais pu tenter de jouer en professionnel, mais ça ne m'intéressait pas.

Lors des tournois de nos petits cercles de Calabre, ce qui se jouait véritablement, c'étaient les divisions au cœur de la gauche. Il y avait les socialistes, les sympathisants de *Lotta continua*, ceux qui étaient – comme moi – plus proches de *Democrazia proletaria*, et ceux de la section jeunesse du Parti communiste. Je n'étais encarté nulle part, et je n'aimais pas les discussions au cours desquelles chacun rivalisait d'éloquence pour savoir quelle était la meilleure idéologie entre le marxisme, le léninisme ou le stalinisme. Je trouvais ça pénible et inutile.

Parmi mes camarades, je me souviens de Trionfo.

Au cours d'une manifestation, j'avais connu son père, un monsieur âgé au visage marqué par la souffrance, qui était venu soutenir les prolétaires dans cette marche organisée par les travailleurs forestiers. Trionfo habitait à quelques kilomètres de Riace, et il adorait le foot. Il jouait en défenseur. C'était un excellent joueur, intègre, et quand nous avons constitué l'équipe Étoile

rouge, il nous a tout de suite rejoints. Plus tard, il a joué en professionnel dans plusieurs clubs en Sicile, mais il a toujours gardé les pieds sur terre.

J'aime le côté humain du foot, les histoires de gens normaux qui ne sont ni des champions ni des surhommes. Autrefois, dans ma famille, tant mon frère que mon père étaient supporters de la Juventus. Moi non, sans doute par réaction : j'avais l'impression que mon père choisissait toujours de soutenir les « plus forts », les vainqueurs. Je ne l'ai jamais attaqué là-dessus, il me semblerait trop bête de se disputer pour une équipe de foot ; mais pour ma part, j'ai toujours été plus attiré par le football des gens simples, ou par les histoires de revanche sur le destin, comme celle de Trionfo.

Toujours à propos de football, une autre histoire me tient à cœur : celle que m'a racontée le grand journaliste Gianni Minà. J'étais allé le voir chez lui, à Rome, dans ce qui ressemble plus à un musée qu'à un appartement, avec des quantités de livres et de photos sur lesquelles Gianni pose à côté de célébrités : réalisateurs, acteurs, sportifs, stars. Après m'avoir montré des photos de lui en compagnie de légendes du sport telles que Maradona ou Mohamed Ali, il me raconta des histoires de football de la rue, en particulier au Brésil ; comme celle de Mané Garrincha, fils d'un Indien et d'une métisse, quasiment élevé comme un sauvage, affligé de malformations probablement dues à la polio, et qui, sur le terrain, s'est révélé l'un des plus grands joueurs de tous les temps.

Garrincha venait de la rue. Il était extrêmement pauvre, et il jouait avec ses copains en les éblouissant

avec son dribble imparable, peut-être justement à cause de son handicap – il avait une jambe plus courte que l'autre de six centimètres – qui lui imposait un style particulier. Cette déficience l'a rendu unique au monde, mais ses angoisses, notamment sentimentales, l'ont conduit à se perdre entre les femmes, l'alcool et la dépression, à commettre des actes de violence conjugale, et finalement retomber dans la pauvreté. Lui qui était devenu le prince du Maracanã s'est retrouvé, à la fin de sa vie, à mendier devant ce même stade. Ce genre de parcours pourrait donner l'impression qu'il n'y a de place dans ce monde ni pour l'utopie, ni pour les fins heureuses ; malgré sa trajectoire extraordinaire, Garrincha était resté d'une grande fragilité. Exactement comme la vie, le football est fait de victoires inespérées et de défaites cuisantes.

Quant à moi, à chaque rentrée, j'étais obligé de renoncer au ballon. Depuis mon petit village de l'arrière-pays, je devais prendre le car, soit en direction de l'entraînement, soit en direction de l'école. Il fallait faire un choix. Mais ce n'est pas seulement une question logistique qui m'a fait raccrocher les crampons : je sentais grandir en moi un besoin d'engagement qui laissait peu de place aux loisirs.

## LA TERRE DES CURÉS, DES SAINTS ET DES MAFIEUX

Dans ma jeunesse, il n'existait pas en Calabre de « question ouvrière » pour nourrir la contestation. Pourtant, dans ce Sud profond des années 1960-1970, nous nous sommes forgé une véritable conscience de classe. La compréhension des clivages de la société se répandait, et pas seulement parmi les plus jeunes.

Dans la région de Riace, il n'y avait pas plus d'usines que dans le reste du Sud ; la critique sociale s'appliquait à un autre prolétariat : les travailleurs des campagnes, les saisonniers qui luttaient pour vivre dignement. Ils avaient d'abord supporté le poids du capitalisme agraire, très enraciné par le régime des grands propriétaires, puis l'oppression de la mafia, ainsi que celle de la petite bourgeoisie qui tolérait, lorsqu'elle ne l'appuyait pas ouvertement, la présence de la 'Ndrangheta<sup>1</sup>. Il n'y avait là apparemment aucune place pour la révolution prolétarienne, ni même pour une simple aspiration à l'égalité.

---

1. La 'Ndrangheta est une puissante organisation mafieuse implantée en Calabre depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (*NdT*).

J'ai toujours pensé qu'en l'absence de justice sociale, si on tolère les discriminations par crainte de perdre ses propres privilèges, les classes dominantes sont capables de tout. Heureusement, l'engagement de quelques-uns stimulait notre esprit de rébellion. Dans la région, il y avait notamment un exemple de révolte resté célèbre, dont le déclencheur avait été une catastrophe naturelle, suivie d'une catastrophe administrative.

L'écrivain et journaliste Corrado Stajano raconte cette histoire dans *Africo*, un reportage décisif pour comprendre l'Italie du Sud au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Africo était un village pauvre et isolé, habité par des paysans et des bergers vivant sans électricité ni eau courante, privés des services essentiels. La localité « civilisée » la plus proche était Bova Marina, mais pour y arriver il fallait parcourir quinze kilomètres à travers le massif de l'Aspromonte, sur des sentiers accidentés. Cet isolement géographique impliquait un déficit en services publics ; les habitants s'étaient souvent plaints du manque de médecin à proximité, ce qui pouvait avoir des conséquences dramatiques : au début des années 1950, une femme en couches mourut avec son bébé, précisément sur le sentier qui conduisait à Bova Marina. Sa famille et ses amis avaient bien tenté de l'emmener chez le médecin sur un brancard improvisé, mais la femme succomba au bout de quelques kilomètres.

Les habitants d'Africo ont réagi à cette tragédie en défiant l'État et les puissants mafieux locaux, comme on l'apprend dans le livre de Pietro Criaco, *Quitter l'Aspromonte*, et dans le film qui en a été tiré par